



**MINISTÈRE
DE L'EUROPE
ET DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

SOUS-DIRECTION DE L'ATTRACTIVITÉ ET DES RECRUTEMENTS

Bureau des concours et examens professionnels

**Concours externe pour l'accès à l'emploi de
secrétaire des affaires étrangères (cadre général)
au titre de l'année 2026**

Épreuve écrite d'admissibilité n°2

Durée totale de l'épreuve : 2h00 – coefficient 3

Mardi 25 novembre 2025

Questions européennes

Epreuve de questions européennes consistant en la réponse à 60 questions à choix multiples (QCM) maximum suivie de deux questions à réponse courte

CONSIGNES

L'épreuve comprend deux parties.

Première partie – Réponse à des questions à choix multiples (pages 3 à 10)

Pour répondre, veuillez cocher les cases correspondant à vos réponses sur la copie prévue à cet effet.

Barème :

- *bonne réponse = + 0,2 point*
- *mauvaise réponse = - 0,1 point*
- *absence de réponse = - 0,05 point*

Deuxième partie – Questions à réponse courte (page 11)

Veuillez apporter vos réponses à la suite de la grille du QCM.
Les QRC sont notées sur 8 points (4 points par question).

Première partie – Réponse à des questions à choix multiples (12 points)

1. Le Danemark intègre l'Union européenne en :

- a. 1973
- b. 1981
- c. 1986
- d. 1995

2. La possibilité de recourir au mécanisme de coopération renforcée :

- a. n'est pas envisageable en matière de défense
- b. doit réunir au moins 8 États membres
- c. peut porter sur une matière relevant des compétences exclusives de l'Union
- d. doit être autorisée par les institutions de l'Union

3. Une dérogation permanente permettant à un État membre de ne pas appliquer certaines obligations découlant d'un traité porte le nom :

- a. d'opt in
- b. d'opt out
- c. d'exemption des critères de Copenhague
- d. de clause de dernier ressort

4. L'Union économique et monétaire est initiée par :

- a. le Traité de Rome
- b. l'Acte unique européen
- c. le Traité de Maastricht
- d. le Traité de Nice

5. L'Union européenne compte :

- a. 30 langues officielles
- b. 27 langues officielles
- c. 24 langues officielles
- d. 3 langues officielles

6. La France compte au Parlement européen :

- a. 81 députés
- b. 79 députés
- c. 74 députés
- d. 67 députés

7. Le droit d'initiative citoyenne instauré par le traité de Lisbonne :

- a. permet aux citoyens européens d'initier un référendum
- b. permet aux citoyens européens de participer au fléchage d'une partie du budget européen
- c. permet aux citoyens européens de porter une initiative législative auprès du Parlement
- d. permet aux citoyens européens d'inviter la commission à soumettre une proposition législative

8. Le traité de Rome prévoyait la création :

- a. d'un marché unique
- b. d'une citoyenneté européenne
- c. d'une politique de l'environnement
- d. d'une politique des transports

9. Parmi les États suivants, lequel a pour monnaie l'euro ?

- a. L'Albanie
- b. Le Liechtenstein
- c. Le Monténégro
- d. La Norvège

10. La Cour des comptes européenne a son siège à :

- a. Francfort
- b. Bruxelles
- c. Strasbourg
- d. Luxembourg

11. Un seul des organismes suivants appartient à l'Union européenne :

- a. la Banque européenne d'investissement
- b. la Banque européenne pour la reconstruction et le développement
- c. le Conseil de l'Europe
- d. l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe

12. Parmi les six grandes valeurs organisées en chapitres de la Charte des droits fondamentaux, on ne retrouve pas :

- a. la dignité
- b. la démocratie
- c. la justice
- d. la solidarité

13. Le cadre financier pluriannuel de l'Union européenne couvre une période de :

- a. 3 ans
- b. 5 ans
- c. 7 ans
- d. 10 ans

14. Pour accéder à la monnaie unique, les États doivent respecter l'un des critères suivants :

- a. un déficit public inférieur à 2% du PIB
- b. un plafond de 2% d'inflation
- c. un déficit public inférieur à 3% du PIB
- d. un plafond de 3% d'inflation

15. La convention d'application des accords de Schengen est entrée en application en :

- a. 1985
- b. 1990
- c. 1992
- d. 1995

16. La clause du « no bail out » signifie :

- a. que la BCE ne peut acheter de la dette publique émise par un État membre
- b. qu'un État membre ne peut emprunter à un pays tiers de l'Union
- c. que l'Union ne peut aider un État membre à combler son déficit public
- d. que l'Union ne peut emprunter sur les marchés

17. Un État membre peut se retirer de l'Union européenne :

- a. depuis 1992
- b. depuis 2009
- c. depuis 2017
- d. depuis 2020

18. L'unanimité au Conseil n'est pas requise en matière de :

- a. droit de la famille
- b. coopération policière
- c. lutte contre l'immigration illégale
- d. politique étrangère et de sécurité commune

19. Les parlements nationaux peuvent s'opposer à un texte européen en préparation en faisant appel au :

- a. principe de subsidiarité
- b. principe de proportionnalité
- c. principe de transparence
- d. principe d'exclusivité

20. La présidence du Conseil de l'Union européenne est assurée :

- a. par Ursula von der Leyen
- b. par Antonio Costa
- c. par les États membres à tour de rôle
- d. par Roberta Metsola

21. Parmi le droit dérivé de l'Union européenne, les décisions :

- a. ont une valeur politique mais non juridique
- b. fixent des objectifs à atteindre aux États membres
- c. réglementent des situations particulières
- d. n'ont pas d'effets immédiats

22. Le remboursement du capital de l'emprunt pour le financement du plan « Next Generation EU » débutera en :

- a. 2027
- b. 2028
- c. 2029
- d. 2030

23. La principale source de recettes du budget de l'Union européenne relève :

- a. d'une contribution basée sur les déchets d'emballage en plastique non recyclés
- b. des droits de douane
- c. d'une contribution assise sur le revenu des États membres
- d. d'une fraction de TVA perçue par les États membres

- 24. Si l'un des États membres viole de façon grave et persistante les valeurs de l'Union, l'article suivant du TUE peut être activé :**
- a. article 2
 - b. article 7
 - c. article 18
 - d. article 50
- 25. Parmi les compétences suivantes, laquelle n'est pas une compétence partagée entre l'Union et ses États membres ?**
- a. La jeunesse
 - b. L'environnement
 - c. L'agriculture
 - d. L'énergie
- 26. L'Union européenne est :**
- a. un État
 - b. une fédération
 - c. une organisation internationale
 - d. une communauté d'États partageant des valeurs communes
- 27. La Communauté économique européenne devient l'Union européenne suite au traité de :**
- a. Berlin
 - b. Maastricht
 - c. Vienne
 - d. Rome
- 28. Le Conseil européen est instauré en :**
- a. 1960
 - b. 1974
 - c. 1988
 - d. après la chute des régimes communistes en 1989
- 29. L'euro a été adopté comme unité de compte :**
- a. le 1er janvier 1999
 - b. le 1er janvier 2002
 - c. après l'élargissement de 2004
 - d. le 1er janvier 2008
- 30. Qui est le représentant actuel pour les affaires étrangères et la politique de sécurité ?**
- a. Josep Borrell
 - b. Catherine Ashton
 - c. Federica Mogherini
 - d. Kaja Kallas
- 31. En quelle année le Royaume-Uni est-il définitivement sorti de l'Union européenne ?**
- a. 1989
 - b. 1991
 - c. 2012
 - d. 2020

32. Quelle institution européenne lance les grandes orientations politiques ?

- a. Le Conseil européen
- b. La commission européenne
- c. Le Parlement européen
- d. Le Service européen pour l'action extérieure (SEAE)

33. Que fixe le Traité de Lisbonne ?

- a. La politique agricole de l'UE
- b. La politique monétaire de l'UE
- c. La politique commerciale de l'UE
- d. L'ensemble des compétences de l'UE et les domaines sur lesquels elle agit

34. Quel est le rôle de la PSDC ?

- a. Lancer une monnaie unique européenne
- b. Mener des missions militaires et civiles à l'extérieur des frontières européennes
- c. Établir des accords de libre-échange avec tous les pays du monde
- d. Élire directement le président de la Commission européenne

35. Quel traité a remplacé la PESD par la PSDC ?

- a. Le traité de Rome
- b. Le traité de Maastricht
- c. Le traité de Lisbonne
- d. Le traité de Schengen

36. Quelle est la procédure de vote pour orientations de la PSDC ?

- a. Vote à la majorité qualifiée
- b. Vote à la majorité simple
- c. Vote à l'unanimité
- d. Chaque État membre a un droit de veto individuel

37. Quel est le rôle de l'agence FRONTEX ?

- a. Protéger les moyennes et petites entreprises
- b. Protéger l'espace Schengen
- c. Protéger le marché commun
- d. Protéger les frontières et les côtes de l'UE

38. Quand a été lancé le Fond européen de défense ?

- a. 1991
- b. 1997
- c. 2021
- d. 2022

39. Combien de missions civiles et militaires ont été lancées par l'UE depuis 2003 ?

- a. 22
- b. 26
- c. 37
- d. 40

40. En quelle année a été créée l'Agence européenne de défense ?

- a. 1991
- b. 1999
- c. 2004
- d. 2009

41. Quel texte formalise les relations UE-OTAN ?

- a. Le Traité de Maastricht
- b. Le Traité d'Amsterdam
- c. L'accord de Paris
- d. L'accord « Berlin Plus »

42. Qu'est-ce que la Facilité européenne pour la paix (FEP) ?

- a. Un instrument hors budget doté de 17 milliards d'euros pour la période 2021-2027
- b. Un instrument global pour la PSDC
- c. Un moyen de financement pour les actions militaires de l'UE
- d. Une aide budgétaire en matière de PSDC

43. En quelle année a été lancée la politique européenne de voisinage ?

- a. 1991
- b. 2004
- c. 2007
- d. 2011

44. Comment sont financées les missions militaires de l'UE ?

- a. Par le budget commun de l'UE
- b. Par le mécanisme Athéna
- c. Par un budget dédié à la PSDC
- d. Par les États volontaires

45. Que régit le règlement de Dublin ?

- a. Les demandes d'asile au niveau de l'UE
- b. Le contrôle aux frontières de l'UE
- c. La liberté de circulation dans l'espace Schengen
- d. La politique migratoire de l'UE

46. Combien de pays sont officiellement candidats pour intégrer l'UE ?

- a. 5 pays
- b. 7 pays
- c. 9 pays
- d. 10 pays

47. L'UE mène des missions et des opérations dans le cadre de la PSDC. Quelles sont les principales catégories d'actions ?

- a. Uniquement des missions militaires
- b. Uniquement des missions civiles
- c. Des missions et des opérations, à la fois civiles et militaires
- d. Des missions humanitaires et de développement, mais pas d'opérations militaires

48. Le « paquet Fit for 55 » est un ensemble de propositions législatives visant à...

- a. diminuer la production d'énergies fossiles en Europe
- b. renforcer la politique agricole commune
- c. atteindre un objectif de réduction de 55 % des émissions nettes de gaz à effet de serre d'ici 2030
- d. financer l'expansion de l'intelligence artificielle (IA) en Europe

49. En quelle année a été signé le dernier accord commercial entre l'UE et les États-Unis ?

- a. 1989
- b. 2007
- c. 2021
- d. 2025

50. Quel est le principal objectif de la Boussole stratégique ?

- a. Favoriser les échanges commerciaux uniquement
- b. Fournir des orientations et une vision commune pour le renforcement de la politique de sécurité et de défense de l'UE d'ici à 2030
- c. Financer des projets culturels en Europe
- d. Remplacer l'OTAN dans les missions de défense de l'Europe

51. Le traité établissant une Constitution pour l'Europe est :

- a. signé par les chefs d'État et de gouvernement en 2004 mais rejeté par référendum par la France et les Pays-Bas en 2005
- b. signé par les chefs d'État et de gouvernement à l'exception des Pays-Bas en 2004 puis rejeté par référendum par la France en 2005
- c. signé par les chefs d'État et de gouvernement en 2004 mais rejeté par un vote du Parlement des Pays-Bas et par référendum par la France en 2005
- d. signé par les chefs d'État et de gouvernement en 2004 puis rejeté par un vote du Parlement du Royaume-Uni et par référendum par la France en 2005

52. La première élection du Parlement européen au suffrage universel date de :

- a. 1974
- b. 1976
- c. 1979
- d. 1986

53. Les pays suivants sont candidats à l'adhésion à l'Union européenne :

- a. Albanie, Monténégro, Islande
- b. Bosnie-Herzégovine, Ukraine, Slovaquie
- c. Macédoine du Nord, Serbie, Turquie
- d. Moldavie, Géorgie, Andorre

54. A compter de janvier 2026, la présidence du Conseil de l'Union européenne sera assurée par :

- a. Chypre
- b. La Lettonie
- c. La Croatie
- d. L'Espagne

55. Pour qu'un texte soit adopté par le Conseil de l'Union européenne à la majorité qualifiée, il doit recueillir le soutien de :

- a. 50% des États membres et 60% de la population européenne
- b. 60% des États membres et 55% de la population européenne
- c. 51% des États membres et 51% de la population européenne
- d. 55% des États membres et 65% de la population européenne

56. Quel est le nom du programme européen d'observation de la Terre ?

- a. EGNOS
- b. Galileo
- c. Copernicus
- d. Aristote

57. Quelle a été la première mission militaire navale de l'UE ?

- a. Althea
- b. EULEX
- c. Atalante
- d. Sophia

58. En quelle année a été conclu l'accord de libre-échange entre le Mercosur et l'UE ?

- a. 1997
- b. 2005
- c. 2004
- d. 2025

59. En quelle année la Bulgarie et la Roumanie ont-elles intégré l'espace Schengen ?

- a. 2025
- b. 2021
- c. 2004
- d. 2007

60. En quelle année a été créé le programme ERASMUS ?

- a. 1987
- b. 2000
- c. 2005
- d. 2004

Deuxième partie – Questions à réponse courte (8 points)

1 – Faut-il élargir les compétences de l'Union européenne en matière fiscale ? (4 points)

2 – L'Union européenne doit-elle créer son armée ? (4 points)